***Ville / Commune de*** .

**ACTUALISATION OU NOUVEAU PLAN DE GESTION**

Approuvé(e) par le Conseil communal en séance du ….

**TABLE DES MATIERES**

[I. Préambule 3](#_Toc510778560)

[II. Rétroactes 3](#_Toc510778561)

[II.1. Plan de gestion 3](#_Toc510778562)

[II.2. Soldes restants dus des crédits d’aide extraordinaire à long terme octroyés à la Ville/Commune 3](#_Toc510778563)

[II.3. Remboursement anticipé 3](#_Toc510778564)

[III. Situation actuelle de la Ville / Commune 3](#_Toc510778565)

[III.1. Renseignements généraux 3](#_Toc510778566)

[III.2. Organigramme 4](#_Toc510778567)

[III.3. Liste des missions obligatoires et facultatives – Services organisés 4](#_Toc510778568)

[III.4. Liste des entités consolidées 4](#_Toc510778569)

[III.5. Liste des synergies et marchés conjoints existants 4](#_Toc510778570)

[III.6. Liste des participations et/ou affiliations et des garanties octroyées 5](#_Toc510778571)

[III.7. Comparaison entre les prévisions budgétaires et les droits constatés et engagements des Comptes N-4 à N 5](#_Toc510778572)

[III.8. Situation au budget N 5](#_Toc510778573)

[III.9. Personnel 6](#_Toc510778574)

[ Coût net de personnel 6](#_Toc510778575)

[ Cadre du personnel 6](#_Toc510778576)

[ Evolution de l’effectif en ETP de N-4 à N 6](#_Toc510778577)

[ Congés de maladie de longue durée 6](#_Toc510778578)

[ Pourcentage d’absentéisme 7](#_Toc510778579)

[ Pyramide des âges/Répartition des effectifs par tranche d’âge 7](#_Toc510778580)

[ Financement des pensions du personnel 7](#_Toc510778581)

[ Financement des pensions des mandataires 7](#_Toc510778582)

[III.10. Fonctionnement 7](#_Toc510778583)

[ Coût net de fonctionnement 7](#_Toc510778584)

[ Coût – vérité du service immondices (taux de couverture) 7](#_Toc510778585)

[ Programme d’économies d’énergie 7](#_Toc510778586)

[III.11. Transferts 8](#_Toc510778587)

[ Evolution des dotations communales allouées aux entités consolidées de N-4 à N 8](#_Toc510778588)

[ Evolution du subside dédicacé à la «Politique des grandes Villes» de N-4 à N 8](#_Toc510778589)

[ Evolution des subsides dédicacés au «Plan de Cohésion Sociale» de N-4 à N 8](#_Toc510778590)

[III.12. Dette et service extraordinaire 8](#_Toc510778591)

[ Balise d’emprunts 8](#_Toc510778592)

[ Emprunts pouvant être considérés comme «hors balise» 9](#_Toc510778593)

[ Evolution de la charge de dette 10](#_Toc510778594)

[ Investissements sur fonds propres et règle d’utilisation des fonds propres 10](#_Toc510778595)

[ Boni extraordinaire 11](#_Toc510778596)

[ Profil de la dette – gestion active de la dette 11](#_Toc510778597)

[III.13. Patrimoine de la Commune 11](#_Toc510778598)

[ Inventaire du patrimoine immobilisé du pouvoir local 11](#_Toc510778599)

[ Charroi (composition – utilisation – contrôle) 11](#_Toc510778600)

[III.14. Etat des fonds de réserves et provisions 12](#_Toc510778601)

[III.15. Situation de la trésorerie 12](#_Toc510778602)

[IV. Elaboration/Actualisation du plan de gestion N - N+5 12](#_Toc510778603)

[IV.1. Evaluation de la mise en œuvre des mesures prévues en recettes et en dépenses dans le précédent plan de gestion 12](#_Toc510778604)

[IV.2. Budget base zéro 12](#_Toc510778605)

[IV.3. Mesures du plan de gestion N – N+5 13](#_Toc510778606)

[ Projections financières avant mesures 13](#_Toc510778607)

[ Projections financières après mesures 13](#_Toc510778608)

[ Descriptif des mesures de gestion 14](#_Toc510778609)

[ Synergies 15](#_Toc510778610)

[ Evolution des dotations communales allouées aux entités consolidées de N à N+5 15](#_Toc510778611)

[En outre, il doit y avoir concordance avec les montants figurant au niveau des tableaux de bord des entités consolidées. 15](#_Toc510778612)

[ Projections des balises des coûts nets de personnel et de fonctionnement 16](#_Toc510778613)

[ Tableau de bord à projections quinquennales N+1 – N+5 16](#_Toc510778614)

[V. Conclusions 17](#_Toc510778615)

Considérations générales

Les articles L3311-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation stipulent que toute Commune ou Province confrontée à un déficit structurel ayant bénéficié ou sollicitant un crédit d'aide extraordinaire à long terme au travers du Compte CRAC est tenue d'adopter via le Conseil communal/provincial un plan de gestion (incluant les plans de gestion de ses entités consolidées) qui est d’application jusqu’à l’échéance initiale du dernier crédit octroyé.

Le Décret du 23 mars 1995 portant création d’un Centre Régional d’Aide aux Communes (ci-après dénommé « le Centre »), chargé d’assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des Communes et d’apporter son concours au maintien de l’équilibre financier des Communes de la Région wallonne, a été voté le 23 mars 1995 par le Parlement wallon. Par voie de Décret daté du 26 juin 1997, les missions du Centre ont été élargies aux Provinces qui participent à une intercommunale de soins de santé.

L’Arrêté du Gouvernement wallon du 31 octobre 1996 définit les règles d’établissement, de contrôle et de suivi d’un plan de gestion et impose que les Communes/Provinces ayant bénéficié de crédits d’aide extraordinaire à long terme au travers du Compte CRAC présentent un budget en équilibre tant à l’exercice propre qu’aux exercices cumulés jusqu’à l’échéance initiale du dernier crédit octroyé.

La Circulaire relative à l’élaboration et à l’actualisation des plans de gestion pour l’année 2018 s’applique aux Pouvoirs locaux[[1]](#footnote-1) sollicitant un crédit d’aide extraordinaire à long terme (PAELT) au travers du Compte CRAC Long terme (LT) ou ayant bénéficié d’un ou de plusieurs de ces crédits.

Elle abroge et remplace la circulaire du 31 octobre 1996 relative aux crédits d’aide extraordinaire dans le cadre du Compte régional pour l’assainissement des Communes à finances obérées, la note de méthodologie du 11 juin 2002 relative au Plan Tonus, la circulaire du 27 janvier 2005 relative à l’actualisation du plan de gestion et de ses annexes dans le cadre de l’axe 2 du Plan Tonus ainsi que la circulaire du 19 novembre 2009 sur l’actualisation des plans de gestion.

Elaboration/Actualisation d’un plan de gestion

Le plan de gestion est élaboré par les services communaux/provinciaux en collaboration avec le Centre et arrêté par le Conseil communal/provincial.

L’obligation d’adoption d’un plan de gestion s’impose tant à la Commune/Province qu'à ses entités consolidées, pour tout le moins le CPAS, la Zone de Police mono ou pluri communale, la Zone de secours et les Régies ordinaires et autonomes (liste à arrêter en accord avec le Centre). En outre, les plans de gestion des entités consolidées font partie intégrante des annexes au plan de gestion de la Commune/Province : ils doivent non seulement être adoptés par les organes respectifs, mais également par le Conseil communal/provincial.

Les plans de gestion se basent sur les données issues de la dernière situation budgétaire, du dernier compte approuvé ainsi que de la dernière balance budgétaire. Dans le cadre d’une actualisation du plan de gestion, une analyse et une évaluation de la mise en œuvre des mesures doivent également être réalisées.

Les plans de gestion resituent également le contexte socio-économique du Pouvoir local et identifient clairement l’origine dudit déficit.

Des mesures structurelles et conjoncturelles, tant en recettes qu'en dépenses, doivent être définies par le Pouvoir local et ses entités consolidées : l’impact de chaque mesure doit être quantifié et accompagné d’un calendrier de mise en œuvre.

Ces impacts doivent être intégrés dans un tableau de bord à projections quinquennales attestant du respect de la trajectoire budgétaire[[2]](#footnote-2). Il en va de même pour les entités consolidées afin de garantir le maintien de l’évolution des dotations communales/provinciales maximales fixées pour contribuer au respect de ladite trajectoire et attester d’un équilibre durable.

De même, des balises sont intégrées eu égard aux emprunts à contracter ainsi qu’aux coûts nets de personnel et de fonctionnement, ces derniers devant suivre une trajectoire concertée avec le Centre.

Le Pouvoir local doit en outre s’engager à maintenir les taux actuels de ses taxes additionnelles, lesquels ne peuvent être inférieurs à, pour le PrI, 2.600 c.a. (1.500 c.a. pour les Provinces) et pour l’IPP, 8,00 %.

En outre, la Commune/Province qui présente un déficit à l’exercice propre se verra dans l’obligation d’actualiser son plan de gestion ainsi que ceux de ses entités consolidées avant le vote des documents budgétaires suivants en parfaite collaboration avec le Centre et la DGO5 en y intégrant de nouvelles mesures conjoncturelles et structurelles de manière à rétablir l’équilibre structurel à l’exercice propre dans les meilleurs délais.

*Le plan de gestion est élaboré par les services communaux en collaboration avec le Centre et la DGO5.*

*Le présent canevas est un document destiné à aider la Commune à réaliser son plan de gestion et à fournir ainsi tous les éléments utiles au Centre pour qu’il puisse émettre son avis au Ministre des Pouvoirs locaux.*

*Ce canevas peut être adapté en fonction des spécificités de la Commune et n’est donc pas du tout un document figé.*

1. Préambule

Préciser le contexte de la réalisation du nouveau/actualisation du plan de gestion.

1. Rétroactes
	1. Plan de gestion

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Date d’approbation du CC** | **Date d’approbation du GW et/ou Ministre** |
| Plan de gestion initial |  |  |
| Plan de gestion actualisé et/ou tableau de bord |  |  |

* 1. Soldes restants dus des crédits d’aide extraordinaire à long terme octroyés à la Ville/Commune

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Montant du crédit | Solde au …... | Echéance | Versement au compte CRAC (Intervention communale) | Subvention (Intervention régionale) |
| Crédit d’assainissement |  |  |  |  |  |
| Crédit Tonus Axe 2 |  |  |  |  |  |
| Crédit Tonus Hôpitaux |  |  |  |  |  |
| Crédit Tonus Pensions |  |  |  |  |  |
| Nouveau crédit d’aide extraordinaire à long terme |  |  |  |  |  |
| TOTAL |  |  |  |  |  |

* 1. Remboursement anticipé

[ ]  **Oui** [ ]  **Non**

Ristournes aaaa = *……*

1. Situation actuelle de la Ville / Commune
	1. Renseignements généraux
* Population : ………….……. habitants
* Superficie : ………….……. km²
* Taux des additionnels: Pr.I. …….

 I.P.P. …….

* Kilométrage de voirie : …………….…. km
* Nombre d'écoles et d'implantations:
	+ nombre d’élèves: …….. enseignement fondamental ordinaire;
		- * + enseignement secondaire ordinaire;
				+ enseignement fondamental spécial;
				+ enseignement secondaire spécial;
				+ enseignement supérieur;
				+ enseignement de promotion sociale;
				+ enseignement artistique.
* Zone de Police □ monocommunale

□ pluricommunale (composition: ………………)

* Zone de Secours

+ Appartenance à la Zone de Secours …………………..

+ Composition : ……………….

Anciennement : □ Commune centre

□ Commune protégée

Existe-t-il dans l’entité communale:

 **Oui** **Non**

* Régie(s) *(à préciser)*: - communale(s) □ □
* autonome(s) □ □
* Centre sportif: - Hall □ □
* Piscine □ □
* Centre culturel □ □
* Crèche □ □
* Maison de repos et/ou de soins □ □
* Hôpital (communal ou intercommunal) □ □
* Centre de guidance □ □
* ILA □ □
* Centre pour réfugiés □ □
* Service de soins à domicile □ □
* Autre(s) *(à préciser)* □ □
	1. Organigramme
	2. Liste des missions obligatoires et facultatives – Services organisés
	3. Liste des entités consolidées[[3]](#footnote-3)
	4. Liste des synergies et marchés conjoints existants
	5. Liste des participations et/ou affiliations et des garanties octroyées

*Reprendre ici les participations et/ou affiliations/garanties aux asbl/Intercommunales.*

* 1. Comparaison entre les prévisions budgétaires et les droits constatés et engagements des Comptes N-4 à N

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **Budget final** **N-4** | **Compte N-4** | **Taux de réalisation (%)** | **Budget final N-3** | **Compte N-3** | **Taux de réalisation (%)** | **Budget final N-2** | **Compte N-2** | **Taux de réalisation (%)** | **Budget final****N-1** | **Compte N-1** | **Taux de réalisation (%)** |
| Prestations |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Transferts |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Dette  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Prélèvements |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Total recettes |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Personnel |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Fonctionnement |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Transferts |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Dette  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Prélèvements |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Total dépenses |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Exercice propre |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Exercices antérieurs |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Prélèvements |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Global |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

Afin de réaliser un budget qui soit au plus près de la réalité, le Centre recommande aux Villes/Communes et à leurs entités consolidées sous plan de gestion, un pourcentage de concrétisation budget-compte situé entre 95% et 105% pour chaque catégorie de recettes et situé entre 95% et 100% pour chaque catégorie de dépenses, à l’exception des dépenses de personnel où un taux de 98% est préconisé.

*Identifier et commenter le taux concrétisation par catégorie + préciser quelles recettes/dépenses ne respectent pas les prescrits du Centre et identifier si possible principales explications.*

*+ Constats succincts sur l’amélioration ou dégradation des taux de concrétisation par type de recettes et de dépenses.*

* 1. Situation au budget N

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | Ordinaire | Extraordinaire |
| Exercice propre | Recettes |   |   |
| Dépenses |   |   |
| ***Résultat*** |  |  |
| Exercices antérieurs | Recettes |   |   |
| Dépenses |   |   |
| ***Résultat*** |  |  |
| Prélèvements | Recettes |   |   |
| Dépenses |   |   |
| ***Résultat*** |  |  |
| ***Résultat général*** |  |  |  |

*Constats.*

* 1. Personnel
* Coût net de personnel

Le calcul de la balise du coût net de personnel doit être établi à partir du canevas du Centre (repris sur le site du Centre) et généré par eComptes.

Les modalités liées à ce calcul sont spécifiées dans la Circulaire adressée aux entités sous suivi du Centre qui est disponible sur le site des Pouvoirs locaux.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **N-4** | **N-3** | **N-2** | **N-1** | **N** |
| **COÛT NET DU PERSONNEL** |  |   |   |   |   |
| **(hors facteurs exogènes)**  |
| **Evolution N/N-1 (en €)** |  |   |   |   |   |
| **Evolution N/N-1 (en %)** |  |   |   |   |   |
| **Balise** |  |  |   |   |   |
| **Evolution de la balise** |  |   |   |   |   |
| Ecart en € |  |   |   |   |   |
| Ecart en % |  |   |   |   |   |

Indiquer le dernier calcul du coût net de personnel, tel que repris dans les derniers travaux budgétaires + Constats.

* Cadre du personnel

*Préciser la date de la dernière actualisation du cadre.*

* Evolution de l’effectif en ETP de N-4 à N

*Fournir un état des lieux ainsi que l’évolution du nombre total d’ETP/an et par statut du 31/12/N-4 au 31/12/N-1 (soit en ETP payés tels que repris aux Comptes N-4 à N-1 et en ETP budgétés pour le budget final N-1 si le Compte N-1 n’est pas encore disponible) ainsi que les prévisions budgétaires en ETP de l’année N.*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Catégories** | **N-4** | **N-3** | **N-2** | **N-1** | **Prévisions N** |
| Personnel statutaire |  |  |  |  |  |
| Personnel contractuel non subsidié |  |  |  |  |  |
| APE |  |  |  |  |  |
| PTP |  |  |  |  |  |
| Maribel social |  |  |  |  |  |
| AWIPH |  |  |  |  |  |
| Activa |  |  |  |  |  |
| Autres (préciser) |  |  |  |  |  |
| **Total** |  |  |  |  |  |

*Constats.*

* Congés de maladie de longue durée

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | < **20 ans à 40 ans** |   | 40 ans à 50 ans |   | 50 ans à 60 ans |   | > **60 ANS** |   |
|  | EFF | ETP | EFF | ETP | EFF | ETP | EFF | ETP |
| Personnel statutaire |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Personnel contractuel non subsidié |   |   |   |   |   |   |   |   |
| APE |   |   |   |   |   |   |   |   |
| PTP |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Maribel social |   |   |   |   |   |   |   |   |
| AWIPH |   |   |   |   |   |   |   |   |
| ACTIVA |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Autres (préciser) |   |   |   |   |   |   |   |   |
| ***TOTAL*** |  |  |  |  |  |  |  |  |

Constats.

* Pourcentage d’absentéisme
* Pyramide des âges/Répartition des effectifs par tranche d’âge
* Financement des pensions du personnel

Préciser le montant des cotisations solidarité et de responsabilisation + projections + commentaires.

Préciser le mode de financement (fonds de pensions AC, CPAS, ZP + fonds ouvert/fonds fermé + projections + commentaires).

Préciser s’il y a un Pilier2 pour les contractuels + commentaires.

* Financement des pensions des mandataires
	1. Fonctionnement
* Coût net de fonctionnement

Le calcul de la balise du coût net de fonctionnement doit être établi à partir du canevas du Centre (repris sur le site du Centre) et généré par eComptes.

Les modalités liées à ce calcul sont spécifiées dans la Circulaire adressée aux entités sous suivi du Centre qui est disponible sur le site des Pouvoirs locaux.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|   | **N-3** | **N-2** | **N-1** | **N** |
| **COÛT NET DE FONCTIONNEMENT** |   |   |   |   |
| **(hors facteurs exogènes)**  |
| **Evolution N/N-1 (en €)** |   |   |   |   |
| **Evolution N/N-1 (en %)** |   |   |   |   |
| **Balise** |  |   |   |   |
| **Evolution de la balise** |   |   |   |   |
| Ecart en € |   |   |   |   |
| Ecart en % |   |   |   |   |

Indiquer le dernier calcul du coût net de fonctionnement, tel que repris dans les derniers travaux budgétaires + Constats.

* Coût – vérité du service immondices (taux de couverture)

Le coût-vérité déchets des Communes sous plan de gestion doit au moins être équilibré, soit respecter la règle du minimum de 100% de taux de couverture tant au niveau du budget que du compte. Celles qui n’atteindraient pas ce taux de couverture au vu des résultats du dernier Compte, devront prendre des dispositions afin de le respecter en n+1.

Constats.

* Programme d’économies d’énergie
	1. Transferts
* Evolution des dotations communales allouées aux entités consolidées de N-4 à N

*+* Constats.

* Evolution du subside dédicacé à la «Politique des grandes Villes» de N-4 à N
* Evolution des subsides dédicacés au «Plan de Cohésion Sociale» de N-4 à N
	1. Dette et service extraordinaire
* Balise d’emprunts

*Comment déterminer la balise d’emprunts pour les Communes sous plan de gestion ?*

Calcul des ratios d’endettement afin de déterminer si le montant de la balise d’emprunts sera limité à 100,00 € ou 150,00 €/habitant/an.

Pour les ratios d’endettement, il convient de tenir compte de deux éléments:

* l’encours de la dette communale en part propre[[4]](#footnote-4) rapportée aux recettes ordinaires nettes (= indicateur volumétrique);
* les charges financières nettes rapportées aux recettes ordinaires nettes
(= indicateur de charges).

Si ratios d’endettement > conjointement à 125 % (volume de dette) et 17,5 % (charges financières), le montant de la balise d’emprunts sera ramené à un volume annuel de 100 € par habitant.

|  |  |
| --- | --- |
| **Calcul des ratios d'investissements** | (attention aux emprunts hors balise!) |
| **1. Ratio du volume de la dette** |  |
| Recettes ordinaires totales |  |
| Emprunts part État |  |
| Emprunts part tiers |  |
| Emprunts CRAC |  |
| **Recettes ordinaires nettes** |  **-**  |
| Encours des emprunts en part propre au 31/12 |  |
| Recettes ordinaires nettes |  -  |
| **Ratio** |  | **MAXIMUM 125%**  |
|  |  |
| **2. Ratio des charges financières** |  |
| Dépenses ordinaires de dette |  |
| Emprunts part État |  |
| Emprunts part tiers |  |
| Emprunts CRAC |  |
| Interventions CRAC après le 31/12/2007 |  |
| **Charges financières nettes** |  **-**  |
| Charges financières nettes |  -  |
| Recettes ordinaires nettes |  -  |
| **Ratio** |  | **MAXIMUM 17,5%**  |

|  |
| --- |
| **Si un des deux ratios est inférieur au % maximum :** |
| Balise d’emprunts annuelle autorisée de maximum 150 €/habitant (sachant que les montants des investissements prévus par emprunts dans les budgets des entités consolidées doivent être repris dans ce volume d'investissement). |
| Balise d’emprunts pluriannuelle autorisée de maximum 900 €/habitant de 2013 à 2018 (sachant que les montants des investissements prévus par emprunts dans les budgets des entités consolidées doivent être repris dans ce volume d'investissement). |
| **Si les deux ratios sont supérieurs au % maximum autorisé :** |
| Balise d’emprunts annuelle autorisée de maximum 100 €/habitant (sachant que les montants des investissements prévus par emprunts dans les budgets des entités consolidées doivent être repris dans ce volume d'investissement). |
| Balise d’emprunts pluriannuelle autorisée de maximum 600 €/habitant de 2013 à 2018 (sachant que les montants des investissements prévus par emprunts dans les budgets des entités consolidées doivent être repris dans ce volume d'investissement). |
| La Commune peut fixer sa balise à 130€/habitant ou encore 65€/habitant par exemple après une délibération communale ou dans son plan de gestion mais elle ne peut jamais être supérieure à 100 ou 150€/habitant/an. Si elle souhaitait revenir à 100 ou 150€/habitant, elle doit en faire la demande au Ministre des Pouvoirs locaux ainsi qu’au Centre. |

*Pour le calcul de la balise d’emprunts, reprendre le tableau suivant:*

| **Balise 2013-2018** |
| --- |
| **Commune de XX** |
| **Montants investissements par emprunts : respect balise d'emprunts** | **C 2013** | **C 2014** | **C 2015** | **C 2016** | **C 2017** | **BI 2018** |
| Commune/Ville/Province | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors balise (productifs et mises aux normes)  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total Commune** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| CPAS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors balise (productifs et mises aux normes)  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total CPAS** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| Zone de Police  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Quote-part de votre *Commune* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors balise (productifs et mises aux normes) de votre *Commune* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total ZP** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| SRI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors balise (productifs et mises aux normes)  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| La quote-part communale dans SRI  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total**  | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| RCA - RCO | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors balise (productifs et mises aux normes)  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total**  | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| autre institution  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Hors balise (productifs et mises aux normes)  | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total**  | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total investissements par emprunts en €** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Nombre d'habitants** | **x** | **x** | **x** | **x** | **x** | **x** |
| **Total investissements par emprunts en €/hab** |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Balise d'emprunts** | **\*\*\*\*\*\*** |  |  |  |  |  |
| **Balise d'emprunts en €/hab**  | **150,00** | **150,00** | **150,00** | **150,00** | **150,00** | **150,00** |
| **Solde de la balise** |  |  |  |  |  |  |
| **Utilisation** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
|  |  |  |  |  |  |

* Les investissements prévus par emprunt dans les comptes/budgets des entités consolidées (CPAS, Zone de Police,…) doivent aussi être repris dans ladite balise d'emprunts qui doit reprendre tous les investissements financés par emprunts des exercices concernés (exercice propre + exercices antérieurs)**[[5]](#footnote-5)**.
* Emprunts pouvant être considérés comme «hors balise»

Certains investissements peuvent néanmoins être considérés comme « hors balise » moyennant l’autorisation préalable, sur base de l’avis du Centre, du Ministre des Pouvoirs locaux :

* les investissements productifs: tout investissement qui induit des économies de frais de fonctionnement au moins égales aux charges du prêt, tels que les investissements économiseurs d’énergie et/ou UREBA;
* les investissements rentables: tout investissement dont les charges du prêt sont, à tout le moins, entièrement compensées par de nouvelles recettes;
* les investissements de mise en conformité aux normes de sécurité et d’hygiène;
* les investissements prévus dans le cadre de projets cofinancés par l’Union Européenne par décision du Gouvernement.

Pour bénéficier de cette mesure, les Autorités communales doivent introduire au préalable (c’est-à-dire avant l’inscription de l’investissement dans les travaux budgétaires) une demande de dérogation auprès du Ministre des Pouvoirs locaux avec copie au Centre qui est chargé d’effectuer une analyse de cette dernière et de rendre un avis au Ministre. Cette demande vise l’emprunt et non l’investissement.

Pour les investissements productifs et rentables, l’avis sera rendu sur base d’un plan financier élaboré par le Pouvoir local et autres justificatifs à l’appui, tandis que pour les investissements de mise aux normes de sécurité et d’hygiène, la demande devra être complétée du courrier de l'Administration concernée (externe à la Commune) attestant de l’obligation d’investissement. En ce qui concerne les projets dits « subventionnés » (ex.: UREBA, …) et les projets cofinancés par l’Union Européenne (FEDER, FSE, …), la preuve de l’octroi du subside devra être fournie par les Autorités communales[[6]](#footnote-6).

En l’absence de l’introduction d’une demande de dérogation préalable, lesdits emprunts seront intégrés dans la balise.

*Indiquer face à chaque investissement ayant reçu un avis favorable quant à la mise hors balise, le montant, ainsi que la date de l'accord du Ministre.*

|  |
| --- |
| Investissements hors balise |
|  | N° de projet | Nom | Montants | Date accord du Ministre  |
| 1 |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |

* Evolution de la charge de dette

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Charge de la dette** | **N-4** | **N-3** | **N-2** | **N-1** | **BI/MB N** |
| Total des dépenses ordinaires hors prélèvements |  |  |  |  |  |
| Le total des dépenses de dette |  |  |  |  |  |
| **Evolution en €** |  |  |  |  |  |
| **Evolution en %** |  |  |  |  |  |
| Le total des dépenses de dette en % des dépenses totales |  |  |  |  |  |

*Constats.*

* Investissements sur fonds propres et règle d’utilisation des fonds propres

Les fonds propres[[7]](#footnote-7) doivent prioritairement être affectés au remboursement anticipé des emprunts obtenus au travers du Compte CRAC LT. Des investissements sur fonds propres peuvent néanmoins être réalisés moyennant le respect des montants dérogatoires suivants:

* le montant total de l’investissement financé via fonds propres ne dépasse pas 40.000,00 € à l’indice pivot 138,01 ou sa durée d’amortissements est de
5 ans maximum;
* pour les Communes/Provinces qui ont effectué un remboursement anticipé d’une partie des crédits octroyés, le montant maximum de l’investissement financé via fonds propres est fixé à 75.000,00 € à l’indice pivot 138,01 et son amortissement est porté à un maximum de 10 ans.

Il est toutefois possible de déroger à cette règle moyennant une demande de dérogation (préalablement à l’inscription budgétaire), pour les investissements considérés comme productifs ou rentables et/ou de mises en conformité aux normes ; il en va de même pour la consitution de fonds de pensions, pour des investissements susceptibles d’induire des impacts positifs sur les recettes et/ou dépenses ordinaires (sur base d’une analyse réalisée par le Centre du plan financier réalisé par l’entité concernée et annexé à sa demande) et à condition que la trésorerie n’en soit pas affectée de manière durable.

* Boni extraordinaire

*Composition.*

* Profil de la dette – gestion active de la dette
	1. Patrimoine de la Commune
* Inventaire du patrimoine immobilisé du pouvoir local

*Dresser l’inventaire des biens immobiliers appartenant à la Commune susceptibles de dégager des recettes ordinaires et/ou extraordinaires pour la Commune.*

*Distinguer si affectation publique ou privée et utilisation du bâtiment*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Bâtiment/ Terrain** | **Affectation publique** | **Affectation privée** | **Utilisation** | **Recette** |
|   |   |   |   |   |

⇒ gestion globalisée du patrimoine;

⇒ montant des recettes induites par le patrimoine et critères d'évolution;

⇒ étude sur la rationalisation et l'optimalisation de l'utilisation des bâtiments et/ou de l'amélioration de leur performance;

⇒ politique d'indexation des loyers (bâtiment – affectation et recettes);

⇒ politique de vente (calendrier).

* Charroi (composition – utilisation – contrôle)
	1. Etat des fonds de réserves et provisions

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Solde au 31/12/n-3** | **Solde au 31/12/n-2** | **Solde au 31/12/n-1** | **Alimentation** | **Utilisation** | **Solde au 31/12/n** |
| Provisions |  |  |  |  |  |  |
| Fonds de réserve ordinaire |  |  |  |  |  |  |
| Fonds de réserve extraordinaire  |  |  |  |  |  |  |

*Constats.*

* 1. Situation de la trésorerie

*Evolution par mois sur 2 ans :*

* *Voir quand elle est au plus mal*
* *Voir quand elle est au mieux*
* *Distinction entre SO et SE*
* *Placement(s) de trésorerie?*
* *Avances?*
* *Recours crédits CT?*
* *Conventions de trésorerie? (si oui, à annexer)*
* *Calendrier du versement des différentes dotations?*
* *Droits constatés encore à recouvrer?*

*+ Processus mis en place en vue d’en optimaliser la gestion en parallèle avec le versement des dotations.*

1. Elaboration/Actualisation du plan de gestion N - N+5
	1. Evaluation de la mise en œuvre des mesures prévues en recettes et en dépenses dans le précédent plan de gestion

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **n° mesure** | **Page PG** | **Nature de la mesure** | **Descriptif de la mesure** | **Impact annoncé** | **Impact constaté** | **Remarques** |
|   |   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |   |

*Reprendre les principales mesures mises en œuvre ainsi que leur impact réel.*

*+ Constats.*

* 1. Budget base zéro

Afin d'améliorer la gestion, il convient, pour la Commune, de mettre en évidence les corrélations entre les budgets alloués et les performances réalisées de manière à ce que chaque dépense puisse être justifiée.

A partir d'une analyse coûts-services rendus, il sera décidé si les crédits alloués doivent être augmentés, réduits ou supprimés.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Service | Evolution du coût net de N-4 à N | Coût net actuel | Objectif [[8]](#footnote-8) |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

* 1. Mesures du plan de gestion N – N+5
* Projections financières avant mesures

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Résultats avant mesures** |
|  | **Bi / MB N** | **N+1** | **N+2** | **N+3** | **N+4** | **N+5** |
| Prestations |  |  |  |  |  |  |
| Transferts |  |  |  |  |  |  |
| Dette |  |  |  |  |  |  |
| **Sous total recettes** |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements |  |  |  |  |  |  |
| **Total recettes** |  |  |  |  |  |  |
| Personnel |  |  |  |  |  |  |
| Fonctionnement |  |  |  |  |  |  |
| Transferts |  |  |  |  |  |  |
| Dette |  |  |  |  |  |  |
| **Sous total dépenses** |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements |  |  |  |  |  |  |
| **Total dépenses** |  |  |  |  |  |  |
| **Exercice propre** |  |  |  |  |  |  |
| Boni reporté |  |  |  |  |  |  |
| Recettes ex. ant. |  |  |  |  |  |  |
| Mali reporté |  |  |  |  |  |  |
| Dépenses ex. ant. |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements + |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements - |  |  |  |  |  |  |
| **Exercice global** |  |  |  |  |  |  |

Résultat année N + projections

* Projections financières après mesures

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Résultats après mesures** |
|  | **Bi / MB N** | **N+1** | **N+2** | **N+3** | **N+4** | **N+5** |
| Prestations |  |  |  |  |  |  |
| Transferts |  |  |  |  |  |  |
| Dette |  |  |  |  |  |  |
| **Sous total recettes** |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements |  |  |  |  |  |  |
| **Total recettes** |  |  |  |  |  |  |
| Personnel |  |  |  |  |  |  |
| Fonctionnement |  |  |  |  |  |  |
| Transferts |  |  |  |  |  |  |
| Dette |  |  |  |  |  |  |
| **Sous total dépenses** |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements |  |  |  |  |  |  |
| **Total dépenses** |  |  |  |  |  |  |
| **Exercice propre** |  |  |  |  |  |  |
| Boni reporté |  |  |  |  |  |  |
| Recettes ex. ant. |  |  |  |  |  |  |
| Mali reporté |  |  |  |  |  |  |
| Dépenses ex. ant. |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements + |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements - |  |  |  |  |  |  |
| **Exercice global** |  |  |  |  |  |  |

*Résultat année N + projections*

* Descriptif des mesures de gestion

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Bi / MB N** | **N+1** | **N+2** | **N+3** | **N+4** | **N+5** |
| **Exercice propre avant mesures** |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°1 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°2 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°3 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°4 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°5 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°6 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°7 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°8 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°9 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°10 |  |  |  |  |  |  |
| Mesure n°…. |  |  |  |  |  |  |
| **Exercice propre après mesures** |  |  |  |  |  |  |
| Résultat ex. antérieurs |  |  |  |  |  |  |
| Prélèvements |  |  |  |  |  |  |
| **Exercice global avant mesures** |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Fonds de réserve au 31/12** |  |  |  |  |  |  |
| **Provisions au 31/12** |  |  |  |  |  |  |

Pour chaque mesure, il convient d’indiquer la nature de la mesure, son descriptif, son impact chiffré (année en cours et année pleine), sa projection pour 5 ans et son calendrier de mise en œuvre.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Mesures** | **Nature de la mesure** | **Descriptif** | **Impact chiffré 2018** | **Projections 2019 à 2023** | **Calendrier de mise en œuvre** |
|   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |
|   |   |   |   |   |   |

Outre les mesures du plan de gestion:

En dépenses de personnel, indiquez la planification des départs, des engagements, des promotions, des évolutions de carrière et de la politique de remplacement et de nomination[[9]](#footnote-9).

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Nombre ETP** | **Date d’entrée/****Date de sortie** | **Impact année en cours****« sur l’année N »** | **Impact en année pleine****« sur la trajectoire »** |
| Départs |  |  |  |  |
| Remplacements |  |  |  |  |
| Engagements |  |  |  |  |
| Promotions |  |  |  |  |
| Nominations |  |  |  |  |
| **TOTAL** |  |  | **0,00 €** | **0,00 €** |

En dépenses fonctionnement, indiquez les mesures comportementales et organisationnelles.

En dépenses de transferts, pour une Commune en déficit à l’exercice propre, la circulaire budgétaire présice qu'une attention particulière sera donnée aux dépenses de subventions. Les Communes qui pourraient être concernées par une trop forte augmentation de ces dépenses pourraient se voir recommander de prendre des mesures drastiques en vue de répondre en partie au retour à l'équilibre.

En dépenses de dette, indiquez les mesures de réechelonnement des emprunts et de gestion active de la dette.

* Synergies

L’optimalisation des ressources et expertises de chacun au travers d’une collaboration accrue pour chaque service rendu aux citoyens doit également constituer un objectif prioritaire, notamment afin d’éviter les doublons au niveau communal et para-local et de s’assurer d’une gestion maîtrisée et rationalisée des ressources locales.

Programme et calendrier:

* services synergisés;
* marchés conjoints;
* collaborations et partenariat;
* autres (à préciser).

Supracommunalité.

Annexer le rapport sur les synergies présenté lors de la réunion commune Conseil communal – Conseil de l'Action Sociale.

* Evolution des dotations communales allouées aux entités consolidées de N à N+5

Les interventions financières aux entités consolidées[[10]](#footnote-10) inscrites dans le plan de gestion seront considérées comme des montants maxima fixés pour une durée de 5 ans. Toute modification à la hausse devra se faire en parfaite concertation avec la Commune avec accord du Centre au préalable et sans compromettre la trajectoire budgétaire de la Commune.

En outre, il doit y avoir concordance avec les montants figurant au niveau des tableaux de bord des entités consolidées.

Pour de plus amples renseignements sur les interventions financières aux entités consolidées, nous vous invitons à lire la Circulaire adressée aux entités sous suivi du Centre.

*Indiquer les dotations communales allouées aux entités consolidées pour une période de 5 ans (🡪 N+5).*

* Projections des balises des coûts nets de personnel et de fonctionnement

Le calcul des balises des coûts nets de personnel et de fonctionnement est établi à partir du canevas du Centre (repris sur le site du Centre) et généré par eComptes.

Les modalités liées à leur calcul sont spécifiées dans la Circulaire adressée aux entités sous suivi du Centre disponible sur le site des Pouvoirs locaux.

| **Libellés des rubriques** | **Compte 2014** | **Compte 2015** | **Compte 2016** | **Compte 2017** | **Budget 2018** | **Projections** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  **Budget 2019**  |  **Budget 2020**  |  **Budget 2021**  |  **Budget 2022**  | **Budget 2023**  |
| Coût Net du Personnel |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Coût Net du Personnel |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Evolution N/N-1 (en €) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Evolution N/N-1 (en %) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Balise |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Evolution de la balise |  | 0,50% | 1,50% | 2,50% | 1,50% |  |  |  |  |  |
| Ecart en € |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Ecart en % |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Charges financières PENSIONS |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Prêts d'aide extraordinaire à long terme "Fonds de pension" (charges nettes) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Prêts d'aide extraordinaire à long terme "Cotisations de responsabilisation" (charges nettes) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Cotisations de responsabilisation N-1 113-21  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Coût Net de Fonctionnement |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Coût Net du Fonctionnement |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Evolution N/N-1 (en €) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Evolution N/N-1 (en %) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Balise |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Evolution de la balise |  | 1,00% | 1,00% | 1,00% | 1,00% |  |  |  |  |  |
| Ecart en € |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Ecart en % |  |   |   |   |   |  |  |  |  |  |

 *Constats.*

* Tableau de bord à projections quinquennales N+1 – N+5
* *Doit être annexé à l'actualisation du plan de gestion par la Ville/Commune.*

Dans le cadre du respect de la trajectoire budgétaire d’équilibre, il est nécessaire d’effectuer des projections budgétaires à moyen terme. Conformément aux prescrits légaux en matière de plan de gestion, l’équilibre à l’exercice propre de l’exercice N et aux exercices cumulés est requis.

Un tableau de bord à projections quinquennales, conforme au canevas du Centre et généré par eComptes (TBP)[[11]](#footnote-11), attestant de l’équilibre budgétaire structurel doit accompagner tout plan de gestion. Celui-ci intégrera l’impact escompté des mesures décidées dans le plan de gestion. La projection se basera sur la dernière prévision budgétaire approuvée.

Quant aux paramètres de projections, ceux-ci sont communiqués chaque année par le Centre pour les Communes sous plan de gestion à la Cellule eComptes afin que le logiciel les intègre dans l’édition des projections quinquennales.

Remarques éventuelles sur le choix des paramètres en fonction évolution antérieure, respect du plan de gestion, évènement ponctuel etc. :

* …;
* … .

Il est toujours possible d’ajuster certains paramètres de projection en fonction des mesures de gestion prises en dépenses et/ou recettes, ou encore en fonction du contexte socio-économique particulier de l’entité mais toujours en accord avec le Centre.

1. Conclusions

\*\*\*\*\*\*\*\*\*

1. Communes, Provinces et entités consolidées. [↑](#footnote-ref-1)
2. Telle que fixée notamment soit dans la circulaire budgétaire et/ou selon la décision du Gouvernement wallon et/ou la décision du Ministre fonctionnel. [↑](#footnote-ref-2)
3. Les entités consolidées doivent adopter un plan de gestion complété d'un tableau de bord quinquennal attestant de leur viabilité financière eu égard aux moyens (directs et indirects) mis à leur disposition par la Commune lesquels doivent être annexés au plan de gestion de la Commune.

La liste des entités consolidées doit être définie par les Autorités communales en parfaite collaboration avec le Centre et conformément aux prescrits légaux des circulaires relatives au plan de gestion. [↑](#footnote-ref-3)
4. Les crédits d’aide extraordinaire contractés via le CRAC entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2014 sont pondérés en fonction du taux d’intervention de la Commune dans les charges financières (idem pour les co-financements européens). [↑](#footnote-ref-4)
5. Reprendre uniquement les exercices antérieurs à charge de la Commune à partir du millésime 2013 si elle est sous plan de gestion avant le 1/01/2014 et à partir du millésime 2014 si elle est sous plan de gestion après le 1/01/2014. [↑](#footnote-ref-5)
6. Lorsque le montant de l’emprunt s’avère au final être supérieur au montant initial pour lequel une mise hors balise a été accordée par le Ministre des Pouvoirs locaux, les Autorités communales ne doivent pas réintroduire de nouvelle demande de mise hors balise si cette augmentation est inférieure ou égale à 15 %. Si tel n’est pas le cas, une nouvelle demande de dérogation à la balise doit nécessairement être adressée au Ministre; à défaut d’un accord sur cette nouvelle demande l’écart par rapport au montant maximum autorisé initialement devra être intégré dans la balise d’emprunts. [↑](#footnote-ref-6)
7. Tout prélèvement de l’ordinaire vers l’extraordinaire, toute utilisation et/ou création de fonds de réserves, toute utilisation des bonis cumulés, tout produit émanant de ventes de biens immobiliers et toutes recettes exceptionnelles. [↑](#footnote-ref-7)
8. Les mesures permettant d’atteindre ces objectifs devront être clairement définies et impactées dans le présent document au point IV.3. et un calendrier de mise en œuvre devra également être fixé avec intégration dans les projections du tableau de bord. [↑](#footnote-ref-8)
9. Le Pouvoir local a l’obligation de définir un plan de mouvement du personnel et d’embauche pluriannuel, établi pour 5 ans, qui tiendra compte des nouveaux engagements, remplacements, promotions, évolutions de carrière, nominations et départs à la retraite et qui permettra d’établir une gestion prévisionnelle affinée des effectifs. [↑](#footnote-ref-9)
10. La liste des entités consolidées à inclure dans le périmètre des plans de gestion est fixée de commun accord entre le Centre et le Pouvoir local concerné et comprend à tout le moins le CPAS, la Zone de Police mono ou pluri communale, la Zone de Secours et les Régies ordinaires et autonomes en regard de l’implication financière directe ou indirecte du budget communal/provincial dans leur financement. Seront en outre considérés comme entités consolidées les autres organismes para-communaux/locaux qui bénéficient de subventions directes ou indirectes dont le montant total est supérieur à 25.000 €. Les plans de gestion de ces entités consolidées font partie intégrante des annexes au plan de gestion de la Commune/Province. Ils doivent non seulement être adoptés par les organes respectifs des entités concernées, mais également par le Conseil communal/provincial. Les mesures appliquées par les Communes/Provinces dans leur plan de gestion doivent l’être, mutatis mutandis, par leurs entités consolidées. [↑](#footnote-ref-10)
11. Génération actuellement possible via eComptes pour les Communes et les CPAS. [↑](#footnote-ref-11)